

URBANISATION ET CONSOMMATION D'ESPACE  
EN BELGIQUE

B. MERENNE-SCHOUMAKER (1).

RESUME :

Cet article présente l'évolution récente de l'espace urbanisé en Belgique. A travers les données relatives aux industries, aux voies de communication et aux logements, il tente de mesurer l'impact réel de ces différentes activités et de mettre en évidence le rôle essentiel joué par les types d'organisation spatiale. Il introduit ainsi une réflexion de base devant servir une politique plus efficace d'aménagement du territoire.

ABSTRACT :

This article deals with recent developments of urbanized space in Belgium. Using data on industry, arterial roads and housing, it tries to estimate the true impact of these different activities and to set out the essential part played by the types of spatial organizations. It also introduces a fundamental consideration which should serve a more efficient policy for town and country planning.

-----

La Belgique est après les Pays-Bas un des pays européens les plus densément peuplés (en 1977 : 322 habitants par km<sup>2</sup> contre 410 aux Pays-Bas). Mais la densité de population y a peu augmenté ces dernières années en raison du ralentissement démographique en cours (1947 : 279 ; 1961 : 301 ; 1970 : 316).

Toutefois, le processus d'urbanisation progresse. Ainsi (tableau I), pour la seule période 1961-1970, la part de la population vivant dans les villes et dans les communes urbanisées est passée de 86,3 % à 94,5 % alors que ces deux catégories de communes rassemblaient seulement 52,7 et 72,8 % de toutes les communes belges (1).

En général, l'urbanisation a gagné la presque totalité du territoire ; seuls subsistent quelques espaces ruraux en Flandre, dans les zones limonueuses hennuyère, brabançonne et hesbignonne, au Pays de Herve et surtout au sud du sillon Sambre et Meuse (au Condroz, en Famenne et en Ardenne).

---

(1) Chef de Travaux et Maître de Conférences à l'Université de Liège.

(1) S. LIEKENS-ROUSSEAU, *Typologie des communes belges d'après le degré d'urbanisation au 31 décembre 1970*, dans *Bulletin de Statistique*, 1977, n° 3, pp. 141 - 172.

Tableau I. : - Nombre de communes et population selon le degré d'urbanisation.  
Comparaison 1961-1970.

| Typologie           | Nombre de communes |       |       |       | Population       |           |       |       |
|---------------------|--------------------|-------|-------|-------|------------------|-----------|-------|-------|
|                     | Chiffres absolus   |       | %     |       | Chiffres absolus |           | %     |       |
|                     | 1961               | 1970  | 1961  | 1970  | 1961             | 1970      | 1961  | 1970  |
| Communes rurales    | 1 260              | 647   | 47.3  | 27.2  | 1 261.676        | 533 810   | 13.7  | 5.5   |
| Communes urbanisées | 1 194              | 1 523 | 44.8  | 64.0  | 3 584.261        | 4 417 080 | 39.0  | 45.8  |
| Villes              | 209                | 209   | 7.9   | 8.8   | 4 343.804        | 4 700 054 | 47.3  | 48.7  |
| Pays                | 2 663              | 2 379 | 100.0 | 100.0 | 9 189 741        | 9 650 944 | 100.0 | 100.0 |

Comment cette urbanisation s'est-elle traduite en termes de consommation d'espace et quels sont les principaux responsables de la croissance de l'espace urbanisé ?

### 1 - EVOLUTION DE L'ESPACE URBANISE DEPUIS 1929.

De 1929 à 1970 (tableau II) (2), soit en 40 ans, l'espace urbanisé a plus que doublé pour l'ensemble du pays, sa croissance absorbant 14,6 % de l'espace national. Près de la moitié de cette croissance a été enregistrée durant la période 1959-1970. La consommation d'espace a été particulièrement forte dans les provinces d'Anvers, de Limbourg, de Brabant et de Flandre Orientale. Elle fut, par contre, plus restreinte en Wallonie - exception faite du Brabant Wallon - et en Flandre Occidentale.

Tableau II : - Evolution de 1929 à 1970 de l'espace urbanisé par province.

|                     | Espace urbanisé en valeurs absolues (ha) |         |         |         | Espace urbanisé en % de la superficie |      |      |      | Importance de la consommation d'espace 1929-1970 en % de la superficie. |
|---------------------|--|---------|---------|---------|---------------------------------------|------|------|------|---|
|                     | 1929                                     | 1950    | 1959    | 1970    | 1929                                  | 1950 | 1959 | 1970 |   |
| Hainaut             | 46 175                                   | 58 982  | 70 475  | 93 019  | 12.1                                  | 15.5 | 18.5 | 24.5 | 12.4  |
| Liège               | 39 708                                   | 49 465  | 59 516  | 79 459  | 10.2                                  | 12.8 | 15.3 | 20.5 | 10.3  |
| Luxembourg          | 32 657                                   | 48 825  | 59 627  | 72 425  | 7.4                                   | 11.0 | 13.5 | 16.4 | 9.0   |
| Namur               | 25 704                                   | 36 310  | 44 680  | 60 074  | 7.0                                   | 9.9  | 12.2 | 16.4 | 9.4   |
| Brabant             | 55 832                                   | 74 597  | 89 684  | 122 320 | 16.6                                  | 22.1 | 26.7 | 36.3 | 19.7  |
| Anvers              | 68 274                                   | 94 283  | 108 577 | 140 930 | 23.9                                  | 32.9 | 38.0 | 49.3 | 25.4  |
| Flandre Orientale   | 58 362                                   | 75 920  | 86 361  | 109 668 | 19.6                                  | 25.5 | 29.0 | 36.8 | 17.2  |
| Flandre Occidentale | 38 091                                   | 52 406  | 59 278  | 74 932  | 11.9                                  | 16.5 | 18.7 | 23.7 | 11.8  |
| Limbourg            | 44 236                                   | 62 442  | 80 171  | 102 738 | 18.3                                  | 25.8 | 33.0 | 42.4 | 24.1  |
| Belgique            | 409 039                                  | 553 230 | 658 369 | 855 565 | 13.4                                  | 18.1 | 21.6 | 28.0 | 14.6  |

En 1970, l'espace urbanisé représentait 28,0 % de la superficie totale du pays, soit un pourcentage nettement plus élevé que dans les pays voi-

(2) Sources : EQUERRE, *L'espace urbanisé en Belgique*, et MENS EN RUIJMTE, *Het stedelijk grondgebruik*, Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme et de l'aménagement du Territoire, Bruxelles, 1974, textes provisoires.

sins : Pays-Bas (13,8 %), Angleterre et Pays de Galles (11,9 %), Allemagne Fédérale (10,9 %) et France (8,4 %).

Cette croissance s'est opérée principalement au détriment de la superficie agricole utile (S.A.U.) qui a perdu de 1959 à 1970 120 525 ha, soit 10 957 ha en moyenne par an alors que la superficie boisée (de l'ordre de 600 000 ha) a peu changé entre ces deux dates (3).

Depuis 1970, le processus de régression de la S.A.U. se poursuit : perte de 95 006 ha de 1970 à 1978, soit une moyenne annuelle de 11 876 ha. Malgré la récession économique, il semble même s'intensifier puisque la moyenne calculée pour la période 1975-1978 (12 851 ha par an) est supérieure à celle enregistrée pour les années 1971-1974 (10 900 ha par an).

Il est donc impérieux d'intervenir efficacement en modérant la croissance et en évitant les gaspillages. Cette intervention s'avère particulièrement nécessaire dans la partie nord du pays et dans le Brabant où l'avenir de l'agriculture et l'organisation d'un cadre de vie de qualité supposent le maintien d'espaces agricoles et de zones vertes aujourd'hui fortement menacés par le développement de l'urbanisation.

## II - COMPOSANTES DE L'ESPACE URBANISE.

Une intervention efficace suppose la connaissance précise du mécanisme de consommation d'espace. Malheureusement, on ne dispose pas de statistiques en ce domaine et on doit dès lors recourir à quelques observations ponctuelles afin de pouvoir tenter un bilan sur le sujet.

Dans le cadre de cette petite synthèse, nous limiterons nos investigations à *trois secteurs précis* : l'industrie, les voies de communication et l'habitat, essayant de départager les faits réels des images généralement répandues (4).

### A. - Les activités industrielles.

Comme la plupart des autres pays européens, la Belgique a connu depuis 1960 un grand renouveau des localisations industrielles. Ce mouvement y a été favorisé par la politique des zones et des parcs industriels, situés la plupart du temps en périphérie des tissus urbains. L'intervention de pouvoirs différents (à l'échelon national, régional ou local) combinée à un régionalisme de plus en plus accusé se solde par une multiplication de terrains (314 sites différents en 1976) et par un certain gaspillage dans leur utilisation (densité moyenne de 21,78 travailleurs par ha face à une norme généralement admise de 50). (5). Toutefois, l'ensemble des surfaces (36 000 ha) dont plus de 53 % de la superficie utile sont encore disponibles ne représentent que 4,2 % de l'espace urbanisé en 1970.

Par ailleurs, une enquête personnelle portant sur les nouvelles implantations industrielles de la province de Limbourg - principale zone de croissance de l'industrie pour la période 1950-1970 - a montré que la surface occupée

(3) Source : INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (I.N.S.), *Recensements généraux et annuels de l'agriculture*.

(4) Poursuivant de la sorte une démarche déjà utilisée dans un précédent travail : B. MERENNE-SCHOUMAKER, *Occupation et consommation de l'espace urbanisé, Quelques observations en Belgique*, dans *La Géographie*, 1976, n° 1, pp. 25-52.

(5) Pour de plus amples informations, voir B. MERENNE-SCHOUMAKER, *Les nouveaux sites industriels en Belgique*, dans *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 31-32, 1977, pp. 35-56.

par les 315 établissements nouveaux (45 881 personnes occupées) n'avait consommé que 2,2 % de l'espace urbanisé pendant la même période. D'un autre côté, un relevé précis de toutes les surfaces industrielles en activité ou désaffectées en 1970, effectué dans les arrondissements wallons, confirme *la part réduite des activités industrielles dans l'espace urbanisé* (3,4 % en comptant les terrils, les carrières, les sablières et les sites désaffectés) même pour des régions très industrielles comme celles de Charleroi (10,8 %) ou de Liège (8,0 %) (6).

#### B. - Les voies de communication.

De 1950 à 1970, l'espace affecté aux voies de communication terrestres (route-chemin de fer) et fluviales s'est accru de 10 651 ha dont 8 459 ha pour la seule période 1959-1970. En 1970, ces réseaux représentaient 15,7 % de l'espace urbanisé (7).

La consommation d'espace par les infrastructures de transport est donc loin d'être négligeable et le phénomène mérite d'autant plus de retenir l'attention que la part réellement consommée par ces infrastructures représentent souvent moins de la moitié des expropriations opérées, expropriations qui correspondent réellement aux terres soustraites aux activités agricoles.

Si l'on étudie ces expropriations, on peut observer l'importance des *grands travaux routiers et hydrauliques*, les voies ferrées et aériennes ayant par contre un impact très restreint (8). Ce phénomène doit être mis en relation avec le développement du réseau routier d'intérêt général (autoroutes, routes de l'Etat, routes provinciales et chemins vicinaux de grande communication) dont la longueur est passée de 22 598 km en 1956 à 23 606 km en 1966 et à 25 862 km en 1976 ; il est particulièrement influencé par la construction du réseau autoroutier pratiquement inexistant en 1956 et atteignant actuellement 1 202 km (9). En effet, une autoroute consomme 9 à 10 ha par km de tracé sans compter l'espace nécessaire pour les échangeurs alors qu'une nouvelle route express nécessite près de 5 ha par km de tracé (10). D'un autre côté, les travaux de modernisation des voies navigables (fin 1976, 635 km de voies accessibles aux bateaux de 1 350 tonnes contre 389 en 1947) (11) expliquent également l'importance des expropriations.

#### C. - Les logements.

Au 31 décembre 1976, la Belgique comptait 3 415 170 logements dont 69 % sous la forme de maisons individuelles. La surface totale habitable atteignait 26 614 ha, ce qui représente une moyenne de 78 m<sup>2</sup> par logement (12).

(6) EQUERRE, *ouvr. cit.*, p. 73.

(7) *Ibidem*, p. 68.

(8) Source : *Bulletins de Documentation du Ministère des Finances*. Pour la période 1971-1977, sur un total de 19 383 ha expropriés pour les voies de communication, 57,2 % pour les travaux routiers et 42,0 % pour les travaux hydrauliques.

(9) Source : *Echo des Communications*, 1978, pp. 30 - 31.

(10) FEDERATION ROUTIERE BELGE, *Un plan quinquennal pour le réseau belge des voies routières rapides*, Bruxelles, 1975, p. 57.

(11) *Echo des Communications*, *ouvr. cit.*, p. 74.

(12) W. D'HAENZE, *Le stock des logements et leurs commodités au 31 décembre 1976*, dans *Bulletin de Statistique*, 1978, n° 1 - 2, pp. 37 - 42.

Malgré le ralentissement démographique signalé ci-dessus, le nombre de logements progresse continuellement (d'environ 32 000 unités par an) en raison de la tendance de plus en plus nette à la séparation des différents noyaux familiaux (parents-enfants - grands parents).

Par ailleurs, la superficie moyenne par occupant a tendance à augmenter (23,92 m<sup>2</sup> en 1961, 25,92 m<sup>2</sup> en 1970 et 27,09 m<sup>2</sup> en 1976) traduisant souvent une amélioration du niveau de vie et un confort accru.

La multiplication des logements appuyée par une croissance de leur superficie est sans conteste responsable du développement de l'espace urbanisé d'autant plus que la tendance locale ou régionale est à la dispersion de l'habitat et que la préférence est accordée aux maisons familiales.

Même sans données sur les emprises au sol, on peut en effet affirmer que la dualité nord-sud observée en Belgique en matière de croissance de l'espace urbanisé découle avant tout du *type de répartition spatiale* dominant dans chaque grande zone : dispersion au nord, concentration au sud. En outre, le *type même des constructions* influence les résultats globaux, non seulement par les variations introduites au niveau du bâti, mais encore et surtout par les différences enregistrées au niveau des parcelles. Ces faits apparaissent très bien dans une récente étude sur Fléron (périphérie urbaine Est de Liège), comme où ont été construites de 1954 à 1977 - 2 023 maisons unifamiliales différentes relevant de diverses catégories (36,5 % d'habitations sociales, 34,9 % de villas-bungalows et 28,6 % d'autres habitations, se répartissant dans l'ensemble en 32,1 % de bâtiments jointifs, 44,9 % de semi-jointifs et 23,0 % d'immeubles isolés (tableau III) (14).

En effet, si dans tous les cas on observe une progression sensible du bâti (au sol) depuis 1954 et une progression beaucoup plus nette de la surface moyenne de la parcelle, ce qui se traduit par la diminution du coefficient d'emprises au sol, les résultats sont loin d'être similaires pour les différentes catégories de logements. Ainsi, la formule villas-bungalows consomme pratiquement toujours près ou plus du double des habitations sociales alors que les autres habitations ont une position intermédiaire. En outre, remarquons que les moyennes parcellaires opposent principalement les constructions non jointives aux constructions jointives ou semi-jointives, ce qui confirme l'importance des types de répartition des logements.

0 0 0 0 0

#### Conclusion :

Malgré le peu d'informations statistiques disponibles, on perçoit très bien la croissance spectaculaire de l'espace urbanisé en Belgique, espace qui représentait en 1970, 28 % du territoire national. Contrairement à toute attente, cette croissance se poursuit ces dernières années alors que le ralentissement démographique et économique est très net, ce qui repose le problème d'une politique efficace d'aménagement du territoire. Le processus est particulièrement inquiétant en Flandre et dans le Brabant, c'est-à-dire là où la dispersion des activités et de l'habitat est la plus forte.

Il est donc impérieux de rationaliser l'occupation du sol en favorisant la concentration des fonctions et des logements en des pôles bien choisis et en limitant les réalisations nouvelles en périphérie des tissus urbains ou dans les espaces en voie d'urbanisation.

---

(13) A. CUNET, *Croissance urbaine et consommation d'espace à Fléron*, Mémoire de licence en Sciences géographiques, Université de Liège, 1979 (sous presse).

Tableau III: -Surface moyenne du bâti, de la parcelle, et emprise au sol des différentes constructions résidentielles de FLERON. Evolution des résultats de 1954 à 1977.

| Périodes  | Types de résidences unifamiliales |       |                  |       |                    |       | Caractère jointif ou non |       |                  |       |              |       | Total des constructions |       |      |
|-----------|-----------------------------------|-------|------------------|-------|--------------------|-------|--------------------------|-------|------------------|-------|--------------|-------|-------------------------|-------|------|
|           | Cités                             |       | Villas-bungalows |       | Autres habitations |       | Jointifs de 2 côtés      |       | Jointif d'1 côté |       | Non jointifs |       | a                       | b     | c    |
|           | a                                 | b     | a                | b     | a                  | b     | a                        | b     | a                | b     | a            | b     |                         |       |      |
|           |                                   |       |                  |       |                    |       |                          |       |                  |       |              |       |                         |       |      |
| 1954-1959 | 45.9                              | 218.0 | 107.2            | 413.2 | 86.6               | 292.1 | 60.3                     | 209.3 | 80.1             | 340.1 | 94.3         | 415.9 | 73.1                    | 292.1 | 25.0 |
| 1960-1965 | 58.1                              | 320.9 | 107.4            | 598.7 | 88.0               | 441.7 | 77.3                     | 337.1 | 88.8             | 443.2 | 119.7        | 668.3 | 87.5                    | 441.7 | 19.8 |
| 1966-1971 | 64.7                              | 358.3 | 121.9            | 833.1 | 88.9               | 570.6 | 83.4                     | 411.3 | 80.9             | 472.6 | 121.2        | 919.6 | 92.1                    | 570.6 | 16.1 |
| 1972-1977 | 73.0                              | 395.8 | 129.3            | 892.1 | 104.0              | 660.9 | 87.7                     | 508.3 | 86.0             | 468.1 | 132.3        | 929.6 | 104.5                   | 660.9 | 15.8 |
| 1954-1977 | 60.7                              | 324.0 | 121.9            | 774.2 | 89.5               | 400.6 | 75.4                     | 347.5 | 83.5             | 428.9 | 123.3        | 839.9 | 89.6                    | 497.6 | 18.0 |

a: surface moyenne du bâti (en m<sup>2</sup>); b: surface moyenne de la parcelle (en m<sup>2</sup>); c: emprise moyenne au sol (en %)